FINANCES

LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER, D'ASSURANCE ET DE FIDÉI-COMMIS NE SONT PAS SUJETTES AUX MEMES LOIS QUE LES COMPAGNIES ORDINAIRES.

La première partie de la loi traite des compagnies incorporées par Lettres Patentes et s'applique à toute compagnie qui peut être incorporée pour tout objet tombant sous la juridiction législative de la Province excepté pour la construction et l'exploitation des chemins de fer, les affaires d'assurance ou la transaction des affaires de fidéi-commis. Cette partie s'applique également à toute compagnie incorporée en vertu de la loi de 1868 (articles 4594 et 4753 des Statuts Révisés de 1888) ou de la Loi des Compagnies ayant un caractère spécial, telles que les mines, téléphone, télégraphe, ou autres compagnies de ce genre.

Les compagnies de chemins de fer, d'assurance et de fidéi-commis, qui demandent un contrôle spécial, ne sont pas soumises aux mêmes lois que les compagnies ordinaires.

Un amendement important qui a été fait dans le cours de l'année 1919, au sujet des annonces dans les journaux, est encore force de loi. Il y a quelques années, il était nécessaire de donner un avis avant de faire la demande d'incorporation. Cette manière de faire fut modifiée en 1881 et depuis lors aucun avis n'est exigé jusqu'après l'émission des Lettres Patentes. Comme la publication des avis occasionnait une dépense considérable, elle attira de nombreuses critiques et suivant l'exemple de la loi fédérale des compagnies et de la plupart des législations provinciales, ces annonces furent supprimées et la seule publicité exigée aujourd'hui est l'avis d'incorporation qui est publié par le gouvernement dans la Gazette Officielle.

Autres amendements importants

Parmi les autres amendements importants il faut mentionner la clause d'après laquelle des Lettres Patentes et des Lettres Patentes supplémentaires peuvent autoriser l'émission de parts sans valeur nominale ou au pair. Cette clause est sujette aux restrictions qui ont pour but de protéger les actionnaires et les tiers qui sont en relations d'affaires avec la compagnie autorisée à émettre des parts sans valeur nominale ou au pair. Il y a aussi une clause disant que les compagnies qui sont formées sans intention de bénéfices pour leurs membres (patriotiques, philanthropiques, athlétiques ou autres compagnies de ce genre) peuvent en tout temps être transformées en compagnies par actions et peuvent tomber sous le coup de la partie 1 de cette loi.

De même des compagnies existant d'après toute loi générale ou spéciale autre que les lois d'après lesquelles les compagnies ont été incorporées jusqu'ici par Lettres Patentes, c'est-à-dire une compagnie qui n'a pas été incorporée sous l'empire de la loi de 1888, ou de la loi 7 Edouard

VII, ch. 48, ou de la loi des Compagnies de Québec (Statuts Révisés de Québec 1909) peuvent obtenir des Lettres Patentes les autorisant à faire affaire aux termes de la Partie 1 de cette loi. Cela a pour avantage de leur permettre d'étendre leurs pouvoirs à tous nouveaux objets légaux qu'elles peuvent juger nécessaires et ceci peut être fait sans encourir la dépense d'une loi spéciale passée par la Législature.

Compagnies et amalgamations

L'article 5967f permet à deux compagnies de s'amalgamer de telle façon que chaque compagnie perde son identité et que les deux soient remplacées par une organisation nouvelle. Ce pouvoir d'amalgamation a été soigneusement protégé de sorte que la responsabilité envers les créanciers des compagnies amalgamées n'est en aucune façon limitée.

Lorsque la compagnie a rempli son but, les actionnaires après avoir réglé leurs comptes entre eux, peuvent renoncer à la charte sans recourir aux dépenses de liquidation et peuvent faire annuler la charte. Les conditions que la compagnie doit remplir pour obtenir l'annulation sont exposées tout au long. La compagnie ne doit avoir ni dettes ni obligations ou elle doit avoir fait des arrangements convenables à cet effet; la compagnie doit également avoir distribué son actif entre ses actionnaires. Lorsque ces conditions sont remplies et prouvées à la satisfaction du Secrétaire Provincial, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut accorder le retrait de la charte et en ordonner l'annulation.

Afin que le public en général puisse être informé de la place d'affaires et du siège social de la compagnie, la loi exige la publication dans la Gazette Officielle d'un avis indiquant la place d'affaires ainsi que tout changement. Il est important que les personnes ayant à traiter avec la compagnie sachent où la trouver.

Les pouvoirs et les devoirs de la compagnie sont à peu près les mêmes que d'après l'ancienne loi.

Il y a une clause modifiant le recours qu'un créancier d'une compagnie pouvait en vertu des dispositions des Statuts Révisés de Québec 1909, exercer à son choix contre tout actionnaire individuellement. Avant la loi de 1920 un créancier pouvait prendre une action directement contre un actionnaire pour le montant qui lui était dû, au lieu de s'adresser tout d'abord à la compagnie. Bien que ce genre de procédure n'ajoute rien à la sécurité des créanciers et qu'en beaucoup de cas elle ait causé beaucoup d'ennuis aux actionnaires qui peuvent devoir un montant supérieur à la compagnie par suite d'appels non payés.

D'après la nouvelle loi, le créancier doit tout d'abord faire une demande à la compagnie et la compagnie doit collecter les appels de fonds nécessaires pour entrer dans la caisse de la compagnie les sommes suffisantes pour régler les réclamations justifiées contre la compagnie. Dans ce cas ceux qui détiennent des actions qui ne sont pas entièrement libérées, doivent payer en proportion du montant dû sur les actions, mais seulement jusqu'à concurrence du montant de la réclamation et des frais encourus s'il y en a.